

LE CONSENTEMENT, ÇA S'APPREND

C'EST OUI OU C'EST NON. ACCEPTER OU REFUSER UNE RELATION SEXUELLE, ÇA DEVRAIT ÊTRE SIMPLE. LA RÉALITÉ EST SOUVENT BIEN PLUS COMPLEXE. D'OÙ LA NÉCESSITÉ DE SENSIBILISER LES ADOS À LA QUESTION

TEXTE GENEVIÈVE COMBY

Le consentement, la question est au cœur du très médiatisé procès du producteur hollywoodien Harvey Weinstein. *Le consentement*, c'est aussi le titre du puissant témoignage publié début janvier par l'éditrice française Vanessa Springora, dans lequel elle raconte par le menu sa relation intime avec l'écrivain Gabriel Matzneff alors qu'elle n'avait que 14 ans. Séduite par les avances du quinquagénaire, elle a cru à un amour sincère alors qu'elle tombait dans le piège d'un prédateur, traumatisme dont elle conserve les cicatrices plus de trente ans après. Contrainte, emprise, gêne, malentendu, pression sociale, peur, stupéfaction... toutes sortes de choses peuvent venir s'immiscer dans cette *zone grise* qui sépare le consentement du viol [lire l'encadré page suivante].

Aux Etats-Unis, théâtre de nombreuses affaires d'agressions sexuelles sur les campus universitaires, certains pensent avoir trouvé la solution par le truchement d'une

sorte de contrat. Il suffirait de déclarer en bonne et due forme, par avance, qu'on se trouve dans une relation consensuelle. Un consentement affirmatif (autrement dit «sans oui, c'est non») poussé à l'extrême qu'on peut même enregistrer grâce à l'application Yes to Sex avant de passer à l'acte. Les données sont conservées sur un serveur sécurisé accessible en cas de procédure judiciaire.

Ce qui n'est pas prévu par la loi

On le voit, alors qu'il n'y a rien de plus simple que le consentement (c'est oui ou c'est non), en matière de sexualité, la réalité est bien plus complexe. En 2017, le documentaire de Blandine Grosjean et Delphine Dhilly, *Sexe sans consentement*, en donnait un aperçu saisissant, en mettant de manière inédite sur le devant de la scène cette *zone grise* du consentement à travers divers témoignages de jeunes femmes racontant dans quelles circonstances elles avaient

cédé à des rapports sexuels qu'elles ne désiraient pas et les conséquences que ces expériences avaient eues sur elles.

Un refus qui n'est pas verbalisé ou qui n'est pas compris n'a rien d'anodin. En Suisse aussi, on commence à s'intéresser à cet angle mort «entre ce qui est pleinement consenti et ce qui peut être considéré aux yeux de la loi comme un abus sexuel, précise la chercheuse affiliée à Unisanté, le centre universitaire vaudois de médecine générale et santé publique, Yara Barrense-Dias. Il nous a semblé important de mettre en lumière ces situations qui ne sont pas prévues par la loi, et donc pas prises en compte, alors qu'elles peuvent avoir de réelles répercussions dans la vie des gens.» Les résultats de l'enquête sur la sexualité des jeunes Suisses, publiés l'an dernier, à laquelle Yara Barrense-Dias a participé, en donnent un aperçu. Sur les 7142 jeunes âgés d'une petite vingtaine d'années interrogés, 53% des jeunes femmes ont admis avoir

déjà accepté une relation sexuelle sans vraiment la désirer. En outre, 23% des jeunes hommes se sont également trouvés dans cette situation. Première raison invoquée par les filles: garder une bonne relation avec son partenaire. Pour les garçons: parce que l'autre s'attendait à ce qu'il y ait une relation sexuelle. «A côté de ces deux principales raisons, certains ont dit l'avoir fait *par amour*, ou encore parce qu'ils n'avaient pas osé dire non, note Yara Barrense-Dias. Beaucoup moins nombreux sont ceux qui ont expliqué avoir voulu *remercier* de cette manière une personne qui leur avait rendu service. Très peu, par contre, ont mis en avant le fait d'avoir eu peur ou d'avoir été menacé.» Si ces chiffres montrent que les femmes sont plus nombreuses à avoir vécu ce genre d'expériences, les hommes ne sont pas épargnés. «On voit qu'ils peuvent aussi avoir ce genre de ressenti, notamment avec le recul. Nous n'avons, cependant, pas détaillé dans quelle mesure il s'agissait de relations hétéros ou homosexuelles. Ce que nous pourrions faire à l'avenir», précise Yara Barrense-Dias.

Il faut une certaine assurance pour dire non quand on le pense, d'où l'importance d'une éducation au consentement. Les parents ont un rôle à jouer, l'école aussi. La question est d'ailleurs abordée très tôt dans le cadre des cours d'éducation sexuelle, comme le rappelle Caroline Jacot-Descombes, directrice adjointe de l'association Santé sexuelle suisse, qui chapeaute notamment l'éducation sexuelle en milieu scolaire. «Avec les plus petits, on aborde notamment les différents types de relations, amicales, amoureuses, familiales, etc. Nous travaillons sur les émotions, comment les reconnaître, les exprimer. La base du consentement est liée à ces compétences qu'on appelle psycho-sociales: savoir s'écouter et pouvoir exprimer ce qu'on ressent.» La fameuse *zone grise*, elle, est discutée plus tard, à l'adolescence, «pour faire comprendre que tout n'est pas si clair, poursuit Caroline Jacot-Descombes. Ce qui doit être clair, par contre, c'est qu'à tout moment on peut interrompre une relation sexuelle et que son partenaire doit respecter cette décision.»

Quelques heures d'éducation sexuelle

Le défi, c'est de faire passer le message dans un temps extrêmement limité, sachant que

l'éducation sexuelle à l'école représente à peine deux à quatre heures, selon les cantons, dispensées tous les deux ans... une étroite *fenêtre de tir* durant laquelle il faut désormais aussi aborder les problématiques liées à internet et aux réseaux sociaux. Educatrice en santé sexuelle à Neuchâtel, Manuela Roth travaille notamment avec des adolescents. «Avec eux, j'aborde toujours le consentement dans le cadre de la relation amoureuse, explique-t-elle, et toujours à travers la notion de respect, le respect de soi-même, notamment. On évoque ensemble ce qu'est le désir, l'excitation sexuelle, qu'il est possible de ressentir de l'excitation sans forcément se sentir prêt à aller plus loin. On parle aussi de ce qu'on peut faire si l'autre est prêt et qu'on ne l'est pas, même si on a pu imaginer qu'on l'était. Selon ce que j'observe, les adolescents m'ont l'air assez au clair avec cette notion de consentement. Quand on la théorise ensemble, il s'agit pour eux d'une évidence: ils trouvent normal de respecter le choix de l'autre. Le positionnement des filles, par ailleurs, a changé. Elles osent plus exprimer ce dont elles ont

LA PRINCIPALE RESSOURCE
DES JEUNES EN MATIÈRE DE SEXUALITÉ,
C'EST LES AMIS

YARA BARRENSE-DIAS, CENTRE UNIVERSITAIRE VAUDOIS DE MÉDECINE GÉNÉRALE ET SANTÉ PUBLIQUE

envie ou pas. Mais que se passe-t-il réellement une fois sous la couette? On ne le sait pas.»

Ainsi, entre la théorie et la réalité, il y a un pas. A côté de la sensibilisation réalisée par les parents ou par l'école, on s'intéresse donc de plus en plus à celle dispensée par les jeunes eux-mêmes. L'agence nationale de santé publique française, a, par exemple, lancé en octobre une campagne sur le consentement sexuel intitulée *Ok, pas Ok* et composée de témoignages sous forme de podcasts démontant notamment des légendes urbaines telles que: «Tu ne peux pas me laisser comme ça, je suis trop excité» ou «Je suis obligé d'aller jusqu'au bout, sinon ça me fait mal». L'idée étant qu'à cet âge, on est plus réceptifs aux confidences de ses pairs.

Car si les adolescents se *nourrissent* aujourd'hui de pornographie – très loin d'être un modèle du genre en matière de consentement –, ils se tournent aussi volontiers vers leurs copains pour s'informer. «Notre étude a montré que la principale ressource en matière de sexualité, ce sont les amis», confirme Yara Barrense-Dias. Certaines initiatives misent d'ailleurs là-dessus, en Suisse aussi. «Tout complément de ce genre est bienvenu, car des jeunes qui utilisent le langage des jeunes contribuent à ancrer des compétences», observe Caroline Jacot-Descombes. Santé sexuelle suisse soutient, par exemple, un atelier animé par de jeunes fribourgeois formés à la santé sexuelle et dont un des objectifs est de travailler sur la ques-

tion du consentement. Dans ce contexte, les jeux de rôle constituent une piste intéressante, estime Caroline Jacot-Descombes, puisqu'ils permettent de se projeter dans une situation qui pourrait survenir un jour ou l'autre. «On est tous pareils, on peut être emporté par la pression sociale, la méconnaissance, les émotions lorsqu'on n'a pas anticipé une situation et qu'elle se produit.» C'est peut-être aussi l'occasion de mieux sensibiliser ceux qui pourraient un jour fermer les yeux sur le consentement de leur partenaire car, comme le relève Yara Barrense-Dias, «on s'adresse souvent aux victimes potentielles dans le but de les armer, ce qui est très bien, mais on oublie parfois de désarmer les auteurs potentiels». ●

PHOTOS: FELIX IMHOFF/UNIL, D. JIANG, GETTY IMAGES



ÉLÉONORE LÉPINARD, SOCIOLOGUE

«LA CAPACITÉ À CONSENTIR DEMANDE DES CONNAISSANCES»

C'est oui ou c'est non. En théorie, la question du consentement sexuel a l'air simple. Dans la réalité, ses contours sont bien plus flous. Pour Éléonore Lépinard, professeure en études de genre à l'Université de Lausanne, le consentement s'apprend. «Il me semble important d'élaborer cette idée collectivement, socialement, de renouveler notamment le vocabulaire autour du consentement. De quoi s'agit-il? On semble partir du principe qu'on saurait, a priori, quand on veut ou quand on ne veut pas. Sur quelle base? On ne le dit jamais. On suggère que, soit il y a du désir, soit il n'y en a pas, autrement dit que le désir serait l'unique *aiguillon* du consentement. On serait censé savoir dire oui ou non selon un seul critère: j'ai envie ou non. Or, on peut avoir envie et ne pas vouloir consentir ou ne pas avoir envie et vouloir consentir.

Dans cet écart entre les deux, plein de choses peuvent venir se loger, des choses dont on ne parle jamais. Il faut aller au-delà de cette vision simpliste d'une rencontre sexuelle, affective, car la capacité à consentir demande de l'expérience, elle nécessite d'avoir un minimum de connaissance de soi, de son désir, mais aussi de la personne qui se trouve en face ainsi que du contexte – pour pouvoir dire oui, il faut être dans une situation ou on peut dire non sans crainte de répercussions négatives. Malheureusement, dans nos sociétés, nous sommes exposés à tout un tas de représentations, de productions culturelles de masse, que ce soit le porno ou la production romanesque, qui donnent aux jeunes des *pré-connaissances* sur ce qu'on est censé aimer si on est une fille ou si on est un garçon, qui déterminent dans quelles situations on est supposé dire oui ou alors non. Le problème c'est que la plupart de ces productions participent de ce qu'on appelle la culture du viol et ne donnent pas les outils pour acquérir plus d'expérience.

C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les filles, à qui on tient un discours contradictoire en leur disant qu'elles doivent être à la fois respectables, faire attention à la violence masculine et aimer le sexe, pour le dire de manière triviale. Au lieu de donner des formes de connaissances, ce message pousse à la confusion. C'est en partie vrai pour les garçons aussi, à qui on suggère que toute la sexualité se résume à une érection réussie. Ce n'est que très récemment qu'on a commencé à proposer aux jeunes – et aux moins jeunes, d'ailleurs – des représentations du rapport à la sexualité plus complexes et plus intelligentes qui, on peut l'espérer, leur donneront une expérience par procuration un peu plus intéressante et utile.»